# La présence syndicale au Québec en 2010

Avril 2011

Direction de l'information sur le travail

Travail Québec

# La présence syndicale au Québec en 2010

par Alexis Labrosse*

*Alexis Labrosse est agent de recherche en relations du travail à la Direction de l'information sur le travail du ministère du Travail du Québec.*

ISBN : 978-2-550-61637-5

# Table des matières

Introduction . . . . . 6

1. Les sources de données, la population visée et la période de référence . . . . . 6

2. Le taux de présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord . . . . . 6

3. La présence syndicale dans les secteurs privé et public. . . . . 8

4. Les secteurs d'activité économique et les taux de présence syndicale au Canada . . . . . 9

5. Les écarts entre le Québec et les autres régions canadiennes . . . . . 11

6. L'évolution du taux de présence syndicale au Québec . . . . . 14

7. L'évolution du taux de présence syndicale en Ontario . . . . . 16

8. L'évolution du taux de présence syndicale dans le reste du Canada . . . . . 17

Conclusion. . . . . 19

## Liste des tableaux et des graphiques


Tableau 1 Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique et les régions, 2001 et 2010 ..... 10

Tableau 2 Répartition des employés selon les secteurs d'activité économique et les régions, 2001 et 2010 ..... 11

Graphique 1 Taux de présence syndicale, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2001 à 2010 ..... 7

Graphique 2 Taux de présence syndicale selon les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2001 et 2010 ..... 8

Graphique 3 Répartition des employés entre les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2001 et 2010 ..... 9

Graphique 4a Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du Québec et de l'Ontario en 2010 ..... 12

Graphique 4b Écart entre la contribution des secteurs d'activité au taux de présence syndicale du Québec et de l'Ontario en 2010 ..... 13

Graphique 5a Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du Québec et du reste du Canada en 2010 ..... 13

Graphique 5b Écart entre la contribution des secteurs d'activité au taux de présence syndicale du Québec et du reste du Canada en 2010 ..... 14

Graphique 6 Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 2000 et 2010 ..... 15

Graphique 7 Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 2009 et 2010 ..... 16

Graphique 8 Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 2009 et 2010 ..... 17

Graphique 9 Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 2009 et 2010 ..... 18

Graphique 10 Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 2001 et 2010 ..... 18

Graphique 11 Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 2009 et 2010 ..... 19

## Annexes


Annexe 1 — Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale au Québec, 2001, 2009, 2010 ..... 21

Annexe 2 — Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale en Ontario, 2001, 2009, 2010 ..... 22

Annexe 3 — Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale dans le reste du Canada, 2001, 2009, 2010 ..... 23

Annexe 4 — Répartition des employés selon le secteur d'activité économique, Québec, Ontario, reste du Canada, 2001, 2009, 2010 (en milliers) ..... 24

Annexe 5 — Répartition des employés bénéficiant d'une couverture syndicale selon le secteur d'activité économique, Québec, Ontario, reste du Canada, 2001, 2009, 2010 (en milliers) ..... 25

Annexe 6 — Nombre et proportion d'employés selon les secteurs composant le tertiaire public et privé, Québec, Ontario, reste du Canada, 2010 ..... 26

## Introduction

La présente chronique s'intéresse aux personnes assujetties à des conventions collectives, c'est-à-dire à celles faisant partie d'une unité de négociation, qu'elles soient ou non membres en règle d'un syndicat[1]. Pour apprécier l'importance quantitative de ce groupe, la mesure utilisée est le taux de présence syndicale qui se définit comme le pourcentage de personnes visées par une convention collective par rapport à l'ensemble des employés. Le taux de présence syndicale se distingue du taux de syndicalisation qui mesure la portion des employés qui sont membres en règle d'un syndicat.

Bien que l'analyse décrive avant tout la situation au Québec, cette dernière est comparée avec celles de l'Ontario et du reste du Canada surtout, mais aussi avec celle des États-Unis. La comparaison met en parallèle les taux de présence syndicale dans les secteurs privé et public et les différents secteurs d'activité économique. Certains facteurs susceptibles d'expliquer les différences entre les régions canadiennes et les changements des situations québécoise et canadienne dans le temps sont examinés.

## 1. Les sources de données, la population visée et la période de référence

Toutes les données présentées proviennent de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada, sauf celles sur les États-Unis qui sont issues du *Bureau of Labor Statistics*, rattaché au ministère fédéral du Travail (*Department of Labor*). La population couverte par ces enquêtes est constituée des employés[2], c'est-à-dire des personnes en emploi, sauf les travailleurs autonomes qui, en raison de leur statut, ne peuvent faire partie d'une unité de négociation parce que non syndicables. Depuis 2001, ces derniers ont représenté entre 13,2 et 14,7 % de l'emploi total au Québec, entre 14,4 et 15,6 % en Ontario et entre 16,6 et 17,9 % dans le reste du Canada. De plus, en raison de la très forte volatilité des données pour le secteur agricole (particulièrement évidente pour le Québec et l'Ontario), nous avons décidé d'exclure les employés de ce secteur de notre analyse[3]. Malgré leur exclusion, la population retenue correspond, pour toutes les années, à environ 99 % des employés, tant à l'échelle du Québec que de l'ensemble du Canada. Enfin, la période étudiée couvre les années 2001 à 2010.

## 2. Le taux de présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord

En 2010, les taux de présence syndicale en Amérique du Nord ont peu fluctué par rapport à l'année 2009. Comme l'indique le graphique 1, ceux-ci ont gagné quelques dixièmes de point de pourcentage en Ontario (de 27,8 à 28 %) et dans le reste du Canada (de 30,6 à 30,8 %), alors qu'ils ont légèrement régressé au Québec (de 40 à 39,6 %) et aux États-Unis (de 13,6 à 13,1 %). Le Québec est la région où l'on retrouve d'année en année les plus forts taux. Ainsi, de 2001 à 2010, la moyenne observée au Québec a été de 40,3 %, comparativement à 28,2 % en Ontario, 30,8 % dans le reste du Canada et 13,8 % aux États-Unis.

Nous remarquons aussi dans ce graphique de faibles variations, plus souvent à la baisse qu'à la hausse, des taux de présence syndicale durant les années 2001 à 2010. Ainsi, au Québec, les plus fortes variations de ces taux ont été de 1,2 point, à la baisse en 2004, alors que les variations à la hausse ont atteint trois dixièmes de point de pourcentage en 2003, 2005 et 2009. À l'exception des années 2009 et 2010, seul le reste du Canada a connu des baisses continues durant ces années. Entre 2001 et 2008, la baisse observée

---

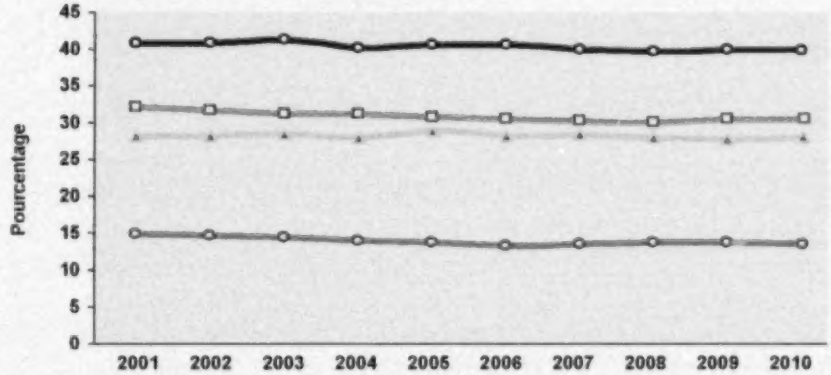
1. Les données disponibles ne permettent pas de ventiler les taux de présence syndicale par groupe d'affiliation.

2. Les données canadiennes portent sur les personnes de 15 ans et plus en emploi alors que les données étasuniennes ne prennent en compte que celles âgées de 16 ans et plus en emploi.

3. De 2001 à 2010, les données sur les taux de présence syndicale dans le secteur agricole au Québec étaient respectivement de 0 %, 7,6 %, 0 %, 0 %, 7,4 %, 7,4 %, 5,1 %, 6,9 %, 9,9 % et 6 %. En Ontario, ces mêmes taux étaient de 0 %, à l'exception de 2004 (4,6 %), 2007 (5,1 %) et 2008 (4,4 %). Cette volatilité s'explique certainement par le fort coefficient de variation (plus de 30 %) associé à la taille de l'estimation, mais aussi par l'interprétation des questions de l'enquête par les personnes interrogées. L'exclusion du secteur agricole conduit évidemment à des différences avec les données diffusées par Statistique Canada qui le conserve. Dans le cas des États-Unis, les travailleurs agricoles sont également comptabilisés.

totalise près de 2,3 points[4] de pourcentage pour l'ensemble de la période dans cette région, suivie d'une hausse d'environ sept dixièmes de point en 2009 et de un cinquième de point (0,2) en 2010. En Ontario, le taux de présence syndicale a connu un bond de un point de pourcentage en 2005, atteignant 29 %, mais il s'est maintenu aux alentours de 28 % par la suite. En 2009, cette province a enregistré son plus faible taux au cours de ces dix années, soit 27,8 %, suivi d'une remontée d'environ deux dixièmes de point en 2010. Du côté des États-Unis, on remarque, tout comme dans le reste du Canada, une tendance à la baisse continuelle du taux de présence syndicale, à l'exception des années 2007 et 2008.

Graphique 1 **Taux de présence syndicale[1], Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2001 à 2010**




| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Québec | 40,9 | 40,9 | 41,3 | 40,1 | 40,5 | 40,5 | 40 | 39,7 | 40,0 | 39,6 |
| Reste du Canada | 32,1 | 31,5 | 31,2 | 31 | 30,6 | 30,5 | 30,3 | 30 | 30,5 | 30,8 |
| Ontario | 28,1 | 28,2 | 28,5 | 27,9 | 28,9 | 28,2 | 28,3 | 28 | 27,8 | 28,0 |
| États-Unis | 14,8 | 14,5 | 14,3 | 13,8 | 13,7 | 13,1 | 13,3 | 13,7 | 13,6 | 13,1 |

1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.
Sources : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB; Bureau of Labor Statistics, Current population Survey.

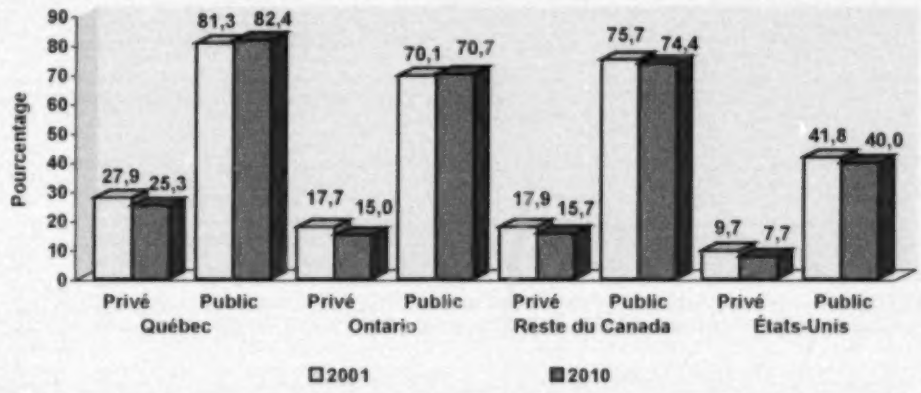
Enfin, les faibles variations des taux de présence syndicale durant cette décennie font en sorte que l'écart observé entre le Québec et les autres régions se maintient. Ainsi, cet écart se situe en moyenne à un peu plus de 12 points de pourcentage par rapport à l'Ontario et à un peu moins de 10 points par rapport au reste du Canada. Dans le cas des États-Unis, l'écart avec le Québec atteignait près de 27 points de pourcentage durant cette même période.

## 3. La présence syndicale dans les secteurs privé et public

Historiquement, le secteur privé québécois, à l'instar de ce que l'on retrouve en Amérique du Nord, affiche un taux de présence syndicale beaucoup plus faible que celui du secteur public (graphique 2).

4 Comme toutes les données présentées dans ce document ont été arrondies à une ou deux décimales, il peut y avoir de légers écarts entre certaines données du texte et celles des tableaux et des graphiques.

Graphique 2 **Taux de présence syndicale selon les secteurs privé[1] et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2001 et 2010**

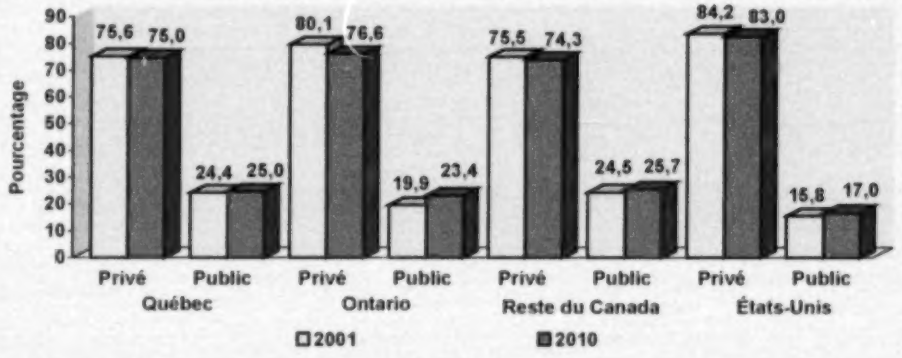



1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

Bon an, mal an, l'écart entre les deux secteurs varie de 50 à 57 points de pourcentage au Québec et en Ontario, de 57 à 59 points dans le reste du Canada et tourne autour de 32 points aux États-Unis. Entre les années 2001 et 2010, partout au Canada et aux États-Unis, la présence syndicale dans le secteur privé a fléchi. C'est en Ontario et au Québec que l'on observe la plus forte baisse avec respectivement 2,7 et 2,6 points de moins qu'en 2001. Pour sa part, le reste du Canada a connu une baisse de 2,2 points de pourcentage, tandis que les États-Unis ont enregistré une baisse de 2 points. Par ailleurs, le taux de présence syndicale dans le secteur public a augmenté au Québec et en Ontario, alors qu'il a diminué dans les autres régions. Il a ainsi augmenté de 1,1 point au Québec et de 0,6 point en Ontario, alors qu'il a baissé de 1,3 point dans le reste du Canada et de 0,8 point aux États-Unis au cours de cette période.

Entre 2001 et 2010, la répartition des employés entre les secteurs public et privé ne s'est que très peu modifiée (graphique 3). Comme en 2001, le secteur privé au Canada regroupait environ les trois quarts des personnes en emploi, comparativement à plus de 80 % aux États-Unis. Cependant, entre les années 2001 et 2010, nous remarquons un léger basculement de la proportion des salariés du secteur privé vers le secteur public, et ce, pour l'ensemble des régions à l'étude.

Graphique 3 **Répartition des employés entre les secteurs privé[1] et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2001 et 2010**




1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

C'est particulièrement le cas en Ontario, dont la part des salariés dans le secteur public a augmenté de 3,5 points de pourcentage (de 19,9 à 23,4 %). Dans les autres régions à l'étude, cette part a augmenté plus faiblement, soit de six dixièmes de point de pourcentage au Québec, de 24,4 à 25 %, et de 1,2 point dans le reste du Canada et aux États-Unis.

Enfin, il importe de souligner que la définition du secteur public[5] diffère entre le Canada et les États-Unis, ce qui limite les comparaisons entre les taux de présence syndicale dans les secteurs public et privé.

## 4. Les secteurs d'activité économique et les taux de présence syndicale au Canada

En 2010 comme en 2001, les taux de présence syndicale de tous les secteurs d'activité économique[6] au Québec (tableau 1) étaient supérieurs à ceux observés en Ontario et dans le reste du Canada. Les secteurs affichant les taux de présence les plus élevés se trouvent dans la catégorie du tertiaire public, atteignant en moyenne plus de 80 % au Québec, comparativement à environ 70 % en Ontario et à plus de 74 % dans le reste du pays. En 2010, tous secteurs

5. Dans le cas du Canada, « le secteur public comprend les administrations municipales, provinciales et fédérales, ainsi que les sociétés d'État, les Régies des alcools et les autres institutions gouvernementales comme les écoles (incluant les universités), les hôpitaux et les bibliothèques publiques. Le secteur privé comprend tous les autres employés et travailleurs indépendants propriétaires d'entreprises (y compris les travailleurs familiaux non rémunérés qui travaillent dans ces entreprises) et les travailleurs indépendants qui ne possèdent pas une entreprise » (Statistique Canada, *Guide de l'Enquête sur la population active*, révisé février 2006, nº 71-543-GIF au catalogue).
Dans le cas des États-Unis, « les universités et les hôpitaux financés par les administrations publiques locales et des États font partie du secteur des administrations publiques mais tous les autres hôpitaux et universités font partie du secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages » (Statistique Canada, *Mesure de la production, de la valeur ajoutée et du PIB au Canada et aux États-Unis : similitudes et différences*, nº 13F0031MIF au catalogue – no 010, mai 2003). La différence entre les deux pays provient donc du fait qu'au Canada la totalité des institutions à but non lucratif dans les secteurs hospitaliers et scolaires font partie du secteur des administrations publiques.

6. Les données détaillées pour chacun des secteurs d'activité sont présentées aux annexes 1, 2 et 3, tandis que la composition des secteurs tertiaires public et privé figure à l'annexe 6.

confondus, le taux de présence syndicale le plus élevé, soit 80,8 %, était rattaché au secteur des administrations publiques au Québec (annexe 1), comparativement à 73,5 % en Ontario (annexe 2) et à 68,7 % dans le reste du Canada (annexe 3). Quant aux services d'enseignement, la présence syndicale se situait à 74,7 % au Québec, comparativement à 68,5 % en Ontario et 70,3 % dans le reste du pays.

**Tableau 1**
**Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique[1] et les régions, 2001 et 2010**

| Secteurs d'activité économique | 2001 | | | 2010 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Québec | Ontario | Reste du Canada | Québec | Ontario | Reste du Canada |
| **Secteur primaire** | **36,5** | **35,3** | **23,5** | **33,5** | **25,7** | **20,7** |
| **Secteur secondaire** | **42,2** | **29,8** | **29,9** | **42,6** | **22,9** | **23,2** |
| Construction | 54,2 | 31,2 | 27,7 | 57,3 | 30,7 | 21,8 |
| Fabrication | 40,2 | 29,5 | 31,0 | 37,4 | 19,8 | 24,4 |
| **Secteur tertiaire** | **40,5** | **27,5** | **33,0** | **38,9** | **29,2** | **32,7** |
| Tertiaire privé | 21,2 | 12,1 | 14,6 | 19,2 | 12,5 | 13,7 |
| Tertiaire public | 81,3 | 70,1 | 75,7 | 82,4 | 70,7 | 74,4 |
| **Ensemble** | **40,9** | **28,1** | **32,1** | **39,6** | **28,0** | **30,8** |

1. Excluant le secteur agricole. Les données sont arrondies à une décimale près.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB.

À l'opposé, les secteurs présentant les proportions les plus faibles sont ceux des services professionnels, scientifiques et techniques, de l'hébergement et des services de restauration, de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location, avec des taux variant en 2010 entre 4,3 et 18,7 % pour l'ensemble des régions.

Le tableau 2 montre, pour les années 2001 et 2010, la répartition des employés selon les secteurs d'activité économique et les régions. Nous remarquons que la grande majorité des emplois se retrouvent, indépendamment de la région, dans le secteur tertiaire, principalement dans celui privé. Cependant, les trois secteurs les plus importants quant à la part de l'emploi qu'ils regroupent sont ceux du commerce, de la fabrication et des soins de santé et de l'assistance sociale (annexes 1, 2 et 3). Il faut cependant noter que, dans le reste du Canada, contrairement aux années 2001 à 2008, le secteur des services d'enseignement regroupait en 2009 et 2010 une part de travailleurs légèrement plus élevée que celle de la fabrication. De fait, la part de l'emploi dans le secteur manufacturier a décliné partout au pays entre 2001 et 2010. Elle est passée au Québec de 20,3 à 14,4 %, de 20,6 à 13,3 % en Ontario, et de 10,9 à 8,1 % dans le reste du Canada.

**Tableau 2**
**Répartition des employés selon les secteurs d'activité économique[1] et les régions, 2001 et 2010**

| Secteurs d'activité économique | 2001 | | | 2010 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Québec | Ontario | Reste du Canada | Québec | Ontario | Reste du Canada |
| **Secteur primaire** | **1,0** | **0,7** | **3,7** | **0,8** | **0,7** | **4,1** |
| **Secteur secondaire** | **23,6** | **25,0** | **16,1** | **19,5** | **18,6** | **15,3** |
| Construction | 3,3 | 4,4 | 5,2 | 5,2 | 5,3 | 7,2 |
| Fabrication | 20,3 | 20,6 | 10,9 | 14,4 | 13,3 | 8,1 |
| **Secteur tertiaire** | **75,4** | **74,4** | **80,1** | **79,7** | **80,8** | **80,6** |
| Tertiaire privé | 51,2 | 54,6 | 56,0 | 54,8 | 57,5 | 55,3 |
| Tertiaire public | 24,2 | 19,7 | 24,2 | 24,8 | 23,3 | 25,3 |
| **Ensemble** | **100** | **100** | **100** | **100** | **100** | **100** |

1. Excluant le secteur agricole. Les données sont arrondies à une décimale près.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB.

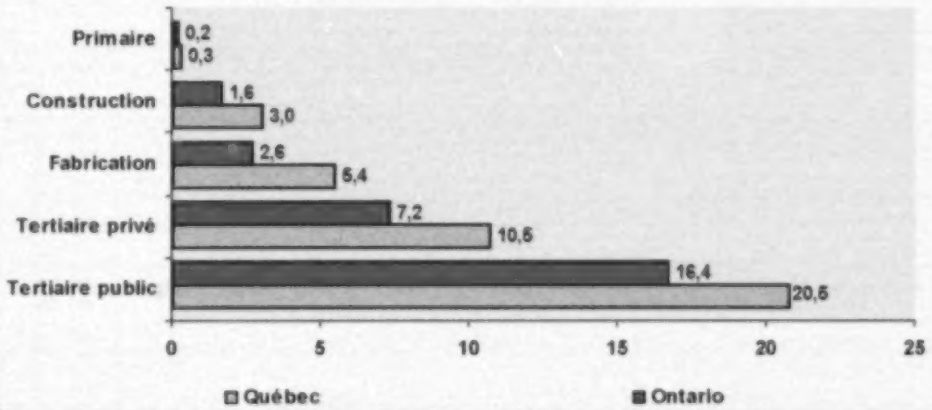
En 2010, le secteur du commerce absorbait quant à lui entre 16,2 et 17,2 % des emplois au pays, tandis que celui des soins de santé et de l'assistance sociale en accaparait entre 11,5 et 13,5 %. De son côté, le reste du Canada se démarque par l'importance, bien que faible, de son secteur primaire qui accaparait 4,1 % des emplois en 2010, contre seulement 0,8 % au Québec et 0,7 % en Ontario.

## 5. Les écarts entre le Québec et les autres régions canadiennes

Les différences entre les taux de présence syndicale selon le secteur d'activité (tableau 1) ainsi que les variations au regard du nombre d'employés dans ces secteurs sur le marché du travail (tableau 2) expliquent les écarts entre le taux global de présence syndicale au Québec et ceux de ses voisins. Pour déterminer les secteurs d'activité qui rendent davantage compte de ces écarts, il est utile de mesurer leur contribution au taux global de présence syndicale. Le poids relatif se calcule en multipliant le taux de présence syndicale de chaque secteur d'activité par la part de l'emploi total que représente celui-ci et en divisant ce résultat par 100. Par exemple, pour le secteur de la fabrication au Québec en 2010, il suffit de multiplier son taux de présence syndicale de 37,4 % (tableau 1) par sa proportion de 14,4 % (tableau 2) et de diviser par 100, ce qui donne une contribution de 5,4 points au taux global de présence syndicale de 39,6 %.

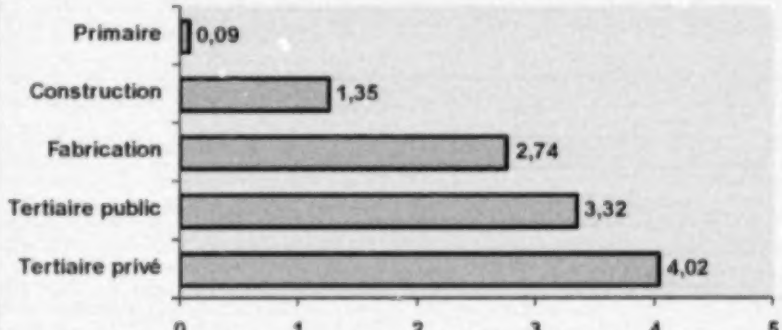
Les graphiques suivants présentent la contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale, de même que les écarts observables à ce titre entre le Québec et l'Ontario (graphiques 4a et 4b) et entre le Québec et le reste du Canada (graphiques 5a et 5b).

Graphique 4a **Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du Québec et de l'Ontario en 2010 (en points de pourcentage)**




Comme il a été indiqué précédemment au graphique 1, le taux global de présence syndicale au Québec est supérieur de 11,6 points à celui de l'Ontario. Le graphique 4a montre quant à lui que ce sont les secteurs tertiaires, privé et public, qui contribuent davantage à cette différence. Ainsi, l'écart de contribution (graphique 4b) de l'ensemble du secteur tertiaire totalise plus de 7 points de pourcentage, surtout parce que la proportion d'employés visés par une convention collective au Québec est supérieure de 9,7 points (tableau 1) à celle de l'Ontario.

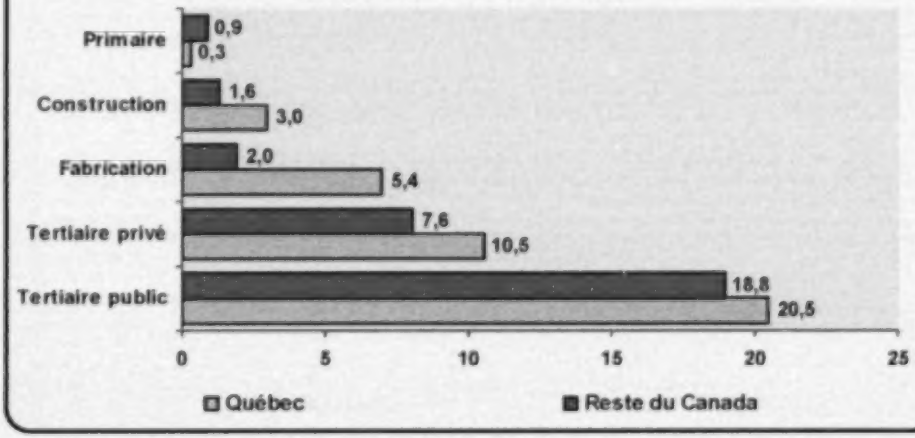
Graphique 4b **Écart entre la contribution des secteurs d'activité au taux de présence syndicale du Québec et de l'Ontario en 2010 (en points de pourcentage)**




Le secteur québécois de la fabrication, dont le niveau de présence syndicale dépasse de 17,6 points celui de l'Ontario, explique près de 3 points de la variation, alors que celui de la construction rend compte d'un peu plus de un point d'écart, essentiellement parce que son taux de présence syndicale au Québec est nettement plus élevé (57,3 contre 30,7 % en Ontario). Finalement, le secteur primaire, dont la part de l'emploi est de moins de 1 % dans ces régions, justifie moins de un dixième de point d'écart entre le taux global observé au Québec et en Ontario.

En comparant le Québec avec le reste du Canada (graphiques 5a et 5b), on réalise également que la contribution du secteur de la fabrication et du tertiaire privé et public explique une grande partie des 8,8 points d'écart entre leur taux global respectif de présence syndicale en 2010. Le secteur de la fabrication représente à lui seul plus du tiers (3,4 points) de cet écart. Non seulement son taux de présence syndicale au Québec était en 2010 de 13 points de plus que celui du reste du Canada (tableau 1), mais sa place sur le marché de l'emploi était plus importante au Québec (14,4 % des employés) que dans le reste du Canada (8,1 %) (tableau 2).

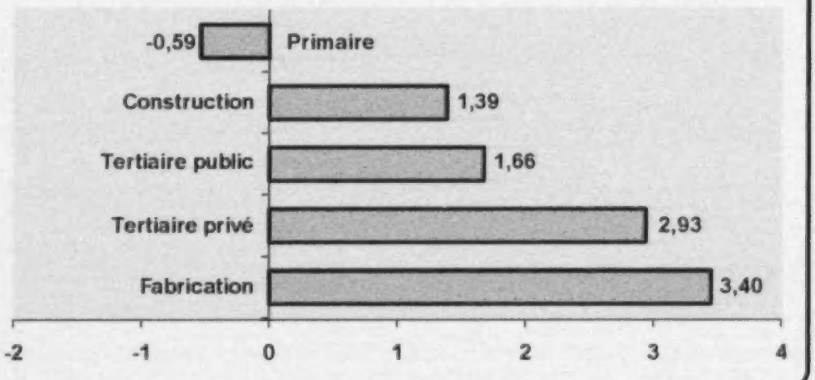
Graphique 5a **Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du Québec et du reste du Canada en 2010 (en points de pourcentage)**



Le secteur tertiaire privé, quant à lui, justifie un écart de près de trois points. Cette différence découle essentiellement d'une part de salariés visés par une convention collective de 5,5 points plus élevée au Québec que dans le reste du Canada, alors que la place du secteur tertiaire privé sur le marché de l'emploi est sensiblement la même dans les deux régions. La place occupée par le secteur tertiaire public, qui compte pour environ le quart de l'emploi au sein des deux régions, explique environ 1,7 point d'écart à cause d'un pourcentage plus élevé de salariés assujettis à une convention collective au Québec que dans le reste du Canada (respectivement 82,4 et 74,4 %).

Quant au secteur de la construction[7], dont le taux de présence syndicale est nettement supérieur au Québec avec une différence de 35,5 points par rapport au reste du Canada, la place qu'il occupe explique un peu plus de un point d'écart. Enfin, le secteur primaire se démarque dans le reste du Canada non pas par un taux de présence syndicale supérieur à celui du Québec, mais par sa part de l'emploi qui est de 4,1 % comparativement à seulement 0,8 % au Québec.

Graphique 5b **Écart entre la contribution des secteurs d'activité au taux de présence syndicale du Québec et du reste du Canada en 2010 (en points de pourcentage)**

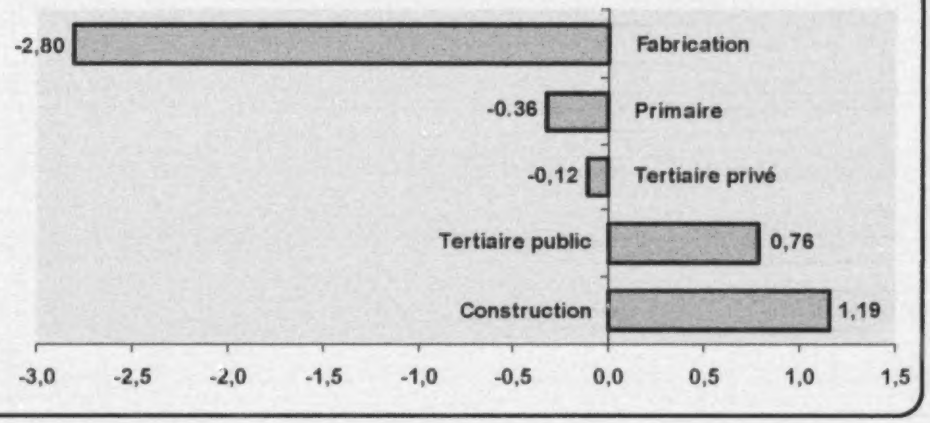



7. Il importe de préciser que le secteur de la construction, dans l'Enquête sur la population active, englobe non seulement les travailleurs affectés aux chantiers comme tels, mais aussi les personnes des autres catégories d'emploi dans ce secteur. De plus, il comprend non seulement les travaux de construction neuve, mais aussi ceux de réparation et de rénovation.

## 6. L'évolution du taux de présence syndicale au Québec

De 2001 à 2010, le taux québécois de la présence syndicale s'est maintenu au-dessus de 40 % (graphique 1), sauf en 2008 (39,7 %) et en 2010 (39,6 %). Le taux le plus élevé observé durant cette période est de 41,3 % en 2003. En 2010, ce taux a connu une légère baisse de quatre dixièmes de point de pourcentage par rapport à 2009, se chiffrant à 39,6 %, soit le plus faible taux observé dans cette province au cours des dix dernières années. Dans les paragraphes suivants, nous analyserons d'abord les facteurs explicatifs de la variation du taux de présence syndicale au Québec entre 2001 et 2010. Nous appliquerons ensuite la même analyse pour les variations qui se sont produites entre 2009 et 2010.

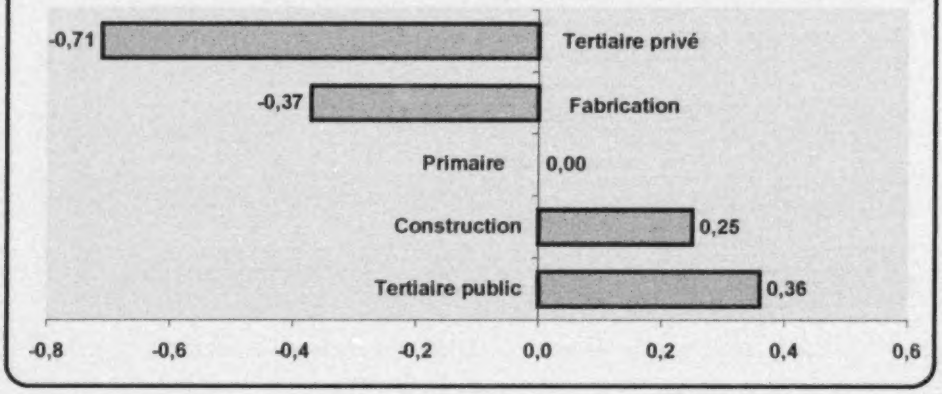
Graphique 6 **Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 2001 et 2010 (en points de pourcentage)**




Nous constatons d'abord au graphique 6 que le secteur de la fabrication est celui qui a le plus fortement contribué à la baisse du taux de présence syndicale entre 2001 et 2010. Durant cette période, ce secteur a en effet subi une perte significative de sa part de l'emploi, de 20,3 % en 2001 à 14,4 % en 2010 (tableau 2), alors que son taux de présence syndicale a perdu 2,8 points de pourcentage, passant de 40,2 % en 2001 à 37,4 % en 2010 (tableau 1).

À l'opposé, le secteur tertiaire public ainsi que celui de la construction ont contribué positivement à l'évolution du taux global de présence syndicale au Québec durant cette période. Dans le cas du secteur tertiaire public, nous observons durant ces années une augmentation simultanée de la part de l'emploi qu'il accapare (de 24,2 à 24,8 %) et de son taux de présence sectoriel (de 81,3 à 82,4 %). Enfin, dans le secteur secondaire, le sous-secteur de la construction a pu contrebalancer près de 42 % de la baisse observée (-2,8 points) dans celui de la fabrication par une hausse de sa contribution de plus de un point de pourcentage au taux global de présence syndicale au cours de cette période. Le secteur de la construction a en effet enregistré une hausse de son taux sectoriel, passant de 54,2 en 2001 à 57,3 % en 2010, alors que sa part de l'emploi a progressé de 3,3 à 5,2 % entre ces années.

Graphique 7 **Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 2009 et 2010 (en points de pourcentage)**



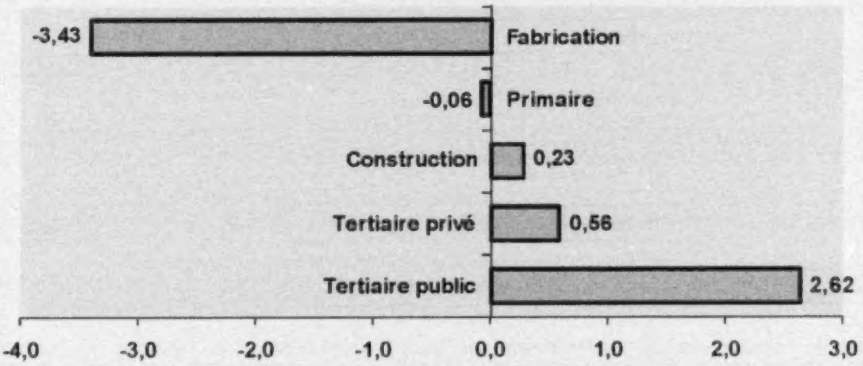

La baisse du taux de présence syndicale entre 2009 et 2010 s'explique par une diminution de la contribution des secteurs tertiaire privé et de la fabrication qui n'a pu être contrebalancée par les faibles hausses observées dans les secteurs tertiaire public et de la construction (graphique 7). Ainsi, le secteur ayant le plus contribué à cette baisse est celui du tertiaire privé (-0,71 point), suivi de celui de la fabrication (-0,37 point). Le secteur tertiaire privé a enregistré une légère hausse de sa part de l'emploi (de 54,6 à 54,8 %), tandis que son taux de présence sectoriel a régressé de 20,6 à 19,2 % (annexe 1). Quant au secteur de la fabrication, il a connu en 2010 une hausse de son taux sectoriel (de 37 à 37,4 %) alors que sa part de l'emploi est passée de 15,5 en 2009 à 14,4 % en 2010.

À l'opposé, les secteurs tertiaire public et de la construction ont contribué positivement à l'évolution de ce taux durant ces années. Ces secteurs ont connu une légère hausse de leur part de l'emploi tandis que leur taux de présence sectoriel a augmenté du côté du secteur tertiaire public, mais diminué du côté de celui de la construction.

## 7. L'évolution du taux de présence syndicale en Ontario

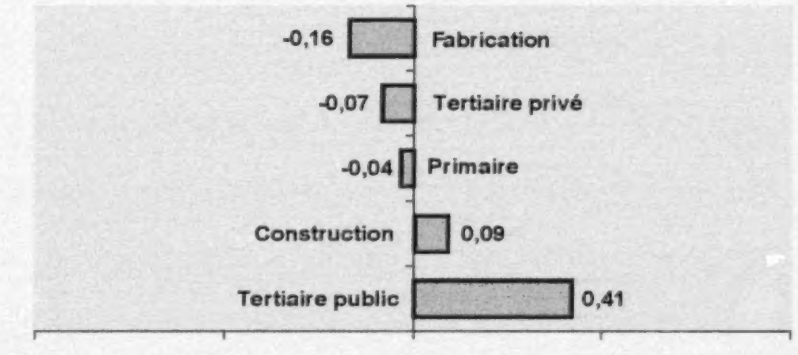
Outre l'année 2005 où le taux de présence syndicale en Ontario a augmenté d'environ un point de pourcentage, atteignant 29 % (graphique 1), on observe de faibles variations, tant à la hausse qu'à la baisse, de ce taux entre 2001 et 2010. Contrairement au Québec, l'année 2010 a été marquée par une légère hausse, d'environ deux dixièmes de point de pourcentage de ce taux par rapport à 2009. Ce dernier se chiffrait à 28 % en 2010, comparativement à 27,8 % en 2009.

Graphique 8 **Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 2001 et 2010 (en points de pourcentage)**




Il apparaît clairement au graphique 8 que le secteur de la fabrication est celui qui a davantage contribué négativement à l'évolution du taux de présence syndicale de l'Ontario entre 2001 et 2010. Ce secteur a en effet connu une forte baisse de son taux sectoriel durant ces années, passant de 29,5 % en 2001 à 19,8 % en 2010 (tableau 1). De plus, tout comme au Québec, sa part de l'emploi a chuté sous la barre des 20 %, reculant ainsi de 20,6 % en 2001 à 13,3 % en 2010 (tableau 2). Cette baisse significative de la contribution du secteur de la fabrication a toutefois été atténuée par les gains enregistrés dans les secteurs tertiaires, public et privé, ainsi que dans celui de la construction. La plus forte contribution à la hausse, soit plus de 2,6 points de pourcentage, provient du secteur tertiaire public, dont la part de l'emploi a augmenté de 19,7 en 2001 à 23,3 % en 2010. Parallèlement, le taux de présence syndicale observé dans ce secteur a atteint 70,7 % en 2010, comparativement à 70,1 % en 2001.

Graphique 9 **Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 2009 et 2010 (en points de pourcentage)**

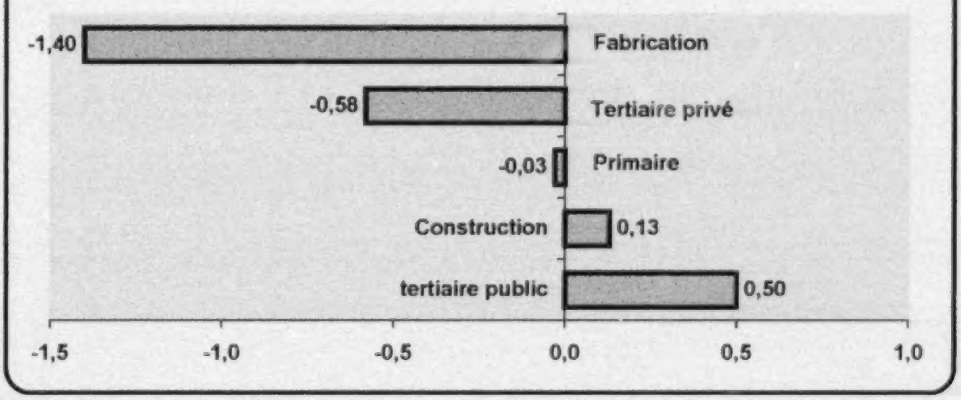



Pour ce qui est de la hausse du taux global de l'Ontario entre 2009 et 2010, le graphique 9 illustre qu'elle provient surtout du secteur tertiaire public. Ainsi, la contribution de ce secteur a augmenté d'environ quatre dixièmes de point de pourcentage parce que son taux de présence syndicale a augmenté de 70,4 en 2009 à 70,7 % en 2010 (annexe 2), alors que sa part de l'emploi a augmenté de un demi-point (de 22,8 en 2009 à 23,3 % en 2010). Quant aux autres secteurs, ils ont connu peu de variations significatives et généralement à la baisse, à l'exception du secteur de la construction.

## 8. L'évolution du taux de présence syndicale dans le reste du Canada

Dans le reste du Canada, le taux de présence syndicale a continuellement décliné entre 2001 et 2008 (graphique 1), perdant en moyenne trois dixièmes de point de pourcentage par année. Ainsi, ce taux a régressé de près de 2,3 points de pourcentage pendant cette période, passant de 32,1 en 2001 à 29,9 % en 2008. Il a cependant gagné près de un point au cours des deux années suivantes, atteignant 30,8 % en 2010.

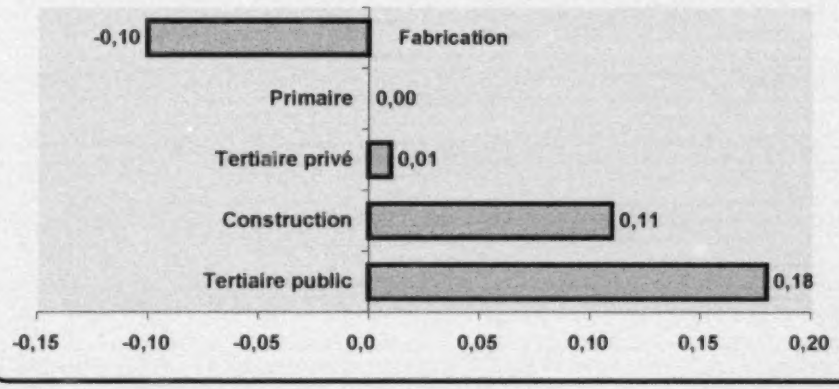
Graphique 10 **Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 2001 et 2010 (en points de pourcentage)**



Le graphique 10 montre que, à l'exception du secteur tertiaire public et de celui de la construction, les autres secteurs ont connu en moyenne une diminution de leur contribution au taux global de présence syndicale dans cette région. La baisse la plus marquée s'observe dans le secteur de la fabrication (-1,4 point) et dans celui du tertiaire privé (-0,58 point). Dans le cas de ce dernier secteur, cette baisse s'explique par une diminution de son taux sectoriel qui a décliné de 14,6 en 2001 à 13,7 % en 2010 (tableau 1), tandis que sa part de l'emploi régressait légèrement de 56 à 55,3 % (tableau 2) entre ces mêmes années. Dans le cas de la fabrication, il s'agit également d'une baisse de son taux sectoriel, de 31 à 24,4 %, et de sa part de l'emploi, de 10,9 à 8,1 %, entre 2001 et 2010.

En ce qui concerne la légère hausse du taux global de présence syndicale survenue en 2010 pour cette région, le graphique 11 indique que, par rapport à 2009, c'est surtout le secteur tertiaire public et celui de la fabrication qui en sont à l'origine. Ainsi, dans le secteur tertiaire public, la hausse de près de deux dixièmes (0,18) de point de pourcentage de sa contribution s'explique par une hausse de son taux sectoriel de 73,5 en 2009 à 74,4 % en 2010 (annexe 3), alors que sa part de l'emploi se maintenait à 25,3 % au cours de cette période.

Graphique 11 **Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 2009 et 2010 (en points de pourcentage)**




Parallèlement, le secteur de la construction a profité de faibles variations à la hausse de sa part de l'emploi, de 7 à 7,2 %, et de son taux sectoriel, de 20,8 à 21,8 %, durant ces années. La contribution accrue de ces secteurs a toutefois été atténuée par des variations à la baisse de cette contribution dans le secteur de la fabrication (-0,1) et des variations presque nulles dans les autres secteurs, primaire et tertiaire privé.

En terminant, les annexes 1, 2 et 3 présentent les données détaillées, par région et par secteur d'activité, de la part de l'emploi, du taux de présence syndicale et de la contribution de chacun de ces secteurs à ce taux, pour les années 2001, 2009 et 2010. Les annexes 4 et 5 ventilent, respectivement, le nombre de salariés et le nombre de ces derniers bénéficiant d'une couverture syndicale, par région et par secteur d'activité pour les mêmes années, alors que l'annexe 6 concerne la répartition des salariés selon les secteurs tertiaires public et privé en 2010.

## Conclusion

En 2010, le Québec a subi un recul d'environ quatre dixièmes de point de pourcentage de son taux de présence syndicale, tandis que ce même taux a connu une légère hausse en Ontario et dans le reste du Canada (respectivement de 0,2 point). Le Québec continuait d'afficher le taux de présence syndicale le plus élevé[8] sur le continent nord-américain en 2010, avec 39,6 %. À l'opposé, c'est aux États-Unis que l'on observait le taux le plus bas avec 13,1 % en 2010, en baisse de cinq dixièmes de point par rapport aux données de 2009.

Par ailleurs, l'écart entre le taux global de présence syndicale au Québec et ceux des autres régions du Canada s'explique essentiellement par des taux sectoriels au Québec presque toujours supérieurs à ceux de ses voisins, et ce, pour toutes les années considérées. De fait, seul le secteur primaire ontarien affichait, pour certaines années[9], un taux supérieur à celui de ce même secteur au Québec et à celui du reste du Canada.

Entre 2001 et 2010, le secteur tertiaire public est l'un de ceux qui ont enregistré les plus forts gains en matière de contribution au taux de présence syndicale au pays. Ces gains sont toutefois plus significatifs en Ontario (2,62 points) qu'au Québec (0,76 point) et dans le reste du Canada (0,50 point). La part de l'emploi de ce secteur a aussi augmenté dans l'ensemble des régions canadiennes durant ces années. Il en est de même pour le taux de présence syndicale observé dans ce secteur, à l'exception du reste du Canada où il a légèrement régressé. Mentionnons également pour le Québec que la hausse de contribution du secteur de la construction (1,17 point) est supérieure à celle du tertiaire public entre 2001 et 2010.

À l'opposé, c'est le secteur de la fabrication qui a le plus contribué à la baisse du taux de présence syndicale au Canada. Ainsi, partout au pays, ce secteur d'activité a connu à la fois une baisse de sa part de l'emploi et de son taux de présence syndicale au cours de ces dix années.

---

8. La province de Terre-Neuve-et-Labrador affichait un taux de présence syndicale de 39,5 % en 2010, soit le deuxième plus haut taux observé au Canada pour cette année.

9. C'était notamment le cas en 2009 (annexes 1, 2 et 3), mais également en 2003, 2004, 2006 et 2008.

# ANNEXE 1

**Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale au Québec, 2001, 2009, 2010**

| Secteurs d'activité | Part de l'emploi (%) | | | Taux de présence syndicale (%) | | | Contribution (en points de pourcentage) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *2001* | *2009* | *2010* | *2001* | *2009* | *2010* | *2001* | *2009* | *2010* |
| **Secteur primaire** | **1,0** | **0,8** | **0,8** | **36,5** | **32,8** | **33,5** | **0,38** | **0,26** | **0,26** |
| Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz | 1,0 | 0,8 | 0,8 | 36,5 | 32,8 | 33,5 | 0,38 | 0,26 | 0,26 |
| **Secteur secondaire** | **23,6** | **20,2** | **19,5** | **42,2** | **41,9** | **42,6** | **9,94** | **8,45** | **8,33** |
| Construction | 3,3 | 4,7 | 5,2 | 54,3 | 57,8 | 57,3 | 1,77 | 2,71 | 2,96 |
| Fabrication | 20,3 | 15,5 | 14,4 | 40,2 | 37,0 | 37,4 | 8,17 | 5,74 | 5,37 |
| **Secteur tertiaire** | **75,4** | **79,0** | **79,7** | **40,5** | **39,6** | **38,9** | **30,56** | **31,31** | **30,96** |
| Administrations publiques | 7,3 | 6,9 | 7,1 | 77,8 | 78,4 | 80,8 | 5,67 | 5,40 | 5,77 |
| Autres services | 3,4 | 3,7 | 3,4 | 16,8 | 16,2 | 13,3 | 0,59 | 0,61 | 0,45 |
| Commerce | 16,0 | 17,2 | 17 | 19,9 | 19,6 | 18,8 | 3,19 | 3,38 | 3,22 |
| Finance, assurances, immobilier et location | 5,5 | 5,7 | 6,0 | 21,5 | 20,4 | 18,7 | 1,16 | 1,17 | 1,12 |
| Hébergement et services de restauration | 6,1 | 6,4 | 6,7 | 11,5 | 11,5 | 11,5 | 0,71 | 0,74 | 0,77 |
| Information, culture et loisirs | 4,4 | 4,4 | 4,4 | 33,1 | 31,0 | 32,1 | 1,48 | 1,36 | 1,43 |
| Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien | 2,8 | 3,2 | 3,2 | 28,5 | 29,4 | 26,1 | 0,81 | 0,95 | 0,83 |
| Services d'enseignement | 7,4 | 7,5 | 7,4 | 78,6 | 77,7 | 74,7 | 5,78 | 5,87 | 5,55 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 4,9 | 5,6 | 6,0 | 8,3 | 8,9 | 6,9 | 0,40 | 0,50 | 0,42 |
| Services publics | 1,0 | 1,1 | 1,0 | 79,9 | 76,2 | 75,3 | 0,78 | 0,83 | 0,75 |
| Soins de santé et assistance sociale | 11,6 | 12,8 | 13,0 | 65,1 | 64,5 | 65,6 | 7,60 | 8,26 | 8,53 |
| Transport et entreposage | 5,0 | 4,4 | 4,2 | 49,2 | 51,0 | 50,5 | 2,39 | 2,26 | 2,12 |
| **Tertiaire privé** | **51,2** | **54,6** | **54,8** | **21,2** | **20,6** | **19,2** | **10,87** | **11,22** | **10,51** |
| **Tertiaire public** | **24,2** | **24,4** | **24,8** | **81,3** | **82,2** | **82,4** | **19,69** | **20,09** | **20,45** |
| **Ensemble** | **100** | **100** | **100** | **40,9** | **40,0** | **39,6** | **40,9** | **40,0** | **39,6** |

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB.

# ANNEXE 2

**Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale en Ontario, 2001, 2009, 2010**

| Secteurs d'activité | Part de l'emploi (%) | | | Taux de présence syndicale (%) | | | Contribution (en points de pourcentage) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *2001* | *2009* | *2010* | *2001* | *2009* | *2010* | *2001* | *2009* | *2010* |
| **Secteur primaire** | **0,7** | **0,6** | **0,7** | **35,3** | **35,2** | **25,7** | **0,23** | **0,21** | **0,17** |
| Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz | 0,7 | 0,6 | 0,7 | 35,4 | 35,2 | 25,7 | 0,23 | 0,21 | 0,17 |
| **Secteur secondaire** | **25,0** | **18,7** | **18,6** | **29,8** | **23,0** | **22,9** | **7,44** | **4,30** | **4,24** |
| Construction | 4,4 | 5,0 | 5,3 | 31,3 | 30,5 | 30,7 | 1,38 | 1,52 | 1,61 |
| Fabrication | 20,6 | 13,7 | 13,3 | 29,4 | 20,3 | 19,8 | 6,06 | 2,79 | 2,63 |
| **Secteur tertiaire** | **74,4** | **80,7** | **80,8** | **27,5** | **28,9** | **29,2** | **20,44** | **23,29** | **23,62** |
| Administrations publiques | 5,6 | 6,6 | 6,7 | 68,5 | 73,0 | 73,5 | 3,87 | 4,81 | 4,92 |
| Autres services | 3,3 | 3,8 | 3,6 | 8,5 | 8,7 | 8,6 | 0,28 | 0,33 | 0,31 |
| Commerce | 16,0 | 16,1 | 16,2 | 13,2 | 13,2 | 13,0 | 2,13 | 2,12 | 2,11 |
| Finance, assurances, immobilier et location | 6,7 | 7,7 | 7,4 | 4,8 | 3,9 | 4,3 | 0,32 | 0,30 | 0,32 |
| Hébergement et services de restauration | 6,0 | 6,6 | 6,4 | 6,5 | 6,7 | 7,4 | 0,39 | 0,44 | 0,48 |
| Information, culture et loisirs | 5,2 | 4,9 | 4,8 | 21,7 | 22,9 | 22,2 | 1,11 | 1,11 | 1,07 |
| Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien | 3,6 | 3,8 | 4,0 | 11,8 | 13,7 | 16,3 | 0,43 | 0,52 | 0,65 |
| Services d'enseignement | 6,7 | 8,1 | 8,3 | 71,2 | 69,5 | 68,5 | 4,76 | 5,61 | 5,71 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 5,9 | 6,0 | 6,4 | 4,3 | 4,0 | 5,2 | 0,26 | 0,24 | 0,33 |
| Services publics | 1,0 | 1,0 | 1,1 | 70,8 | 68,1 | 72,9 | 0,71 | 0,70 | 0,77 |
| Soins de santé et assistance sociale | 9,7 | 11,4 | 11,5 | 45,4 | 46,7 | 44,8 | 4,43 | 5,30 | 5,13 |
| Transport et entreposage | 4,5 | 4,7 | 4,5 | 38,7 | 38,1 | 40,7 | 1,76 | 1,79 | 1,82 |
| **Tertiaire privé** | **54,6** | **57,9** | **57,5** | **12,1** | **12,5** | **12,5** | **6,63** | **7,26** | **7,19** |
| **Tertiaire public** | **19,7** | **22,8** | **23,3** | **70,1** | **70,4** | **70,7** | **13,81** | **16,02** | **16,43** |
| **Ensemble** | **100** | **100** | **100** | **28,1** | **27,8** | **28,0** | **28,1** | **27,8** | **28,0** |

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB.

# ANNEXE 3

**Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale dans le reste du Canada, 2001, 2009, 2010**

| Secteurs d'activité | Part de l'emploi (%) | | | Taux de présence syndicale (%) | | | Contribution (en points de pourcentage) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *2001* | *2009* | *2010* | *2001* | *2009* | *2010* | *2001* | *2009* | *2010* |
| **Secteur primaire** | **3,7** | **4,1** | **4,1** | **23,6** | **20,9** | **20,7** | **0,88** | **0,85** | **0,85** |
| Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz | 3,7 | 4,1 | 4,1 | 23,6 | 20,9 | 20,7 | 0,88 | 0,85 | 0,85 |
| **Secteur secondaire** | **16,1** | **15,1** | **15,3** | **29,9** | **23,4** | **23,2** | **4,82** | **3,53** | **3,54** |
| Construction | 5,2 | 7,0 | 7,2 | 27,6 | 20,8 | 21,8 | 1,44 | 1,46 | 1,57 |
| Fabrication | 10,9 | 8,1 | 8,1 | 31,0 | 25,6 | 24,4 | 3,37 | 2,07 | 1,97 |
| **Secteur tertiaire** | **80,2** | **80,9** | **80,6** | **33,0** | **32,4** | **32,7** | **26,45** | **26,18** | **26,37** |
| Administrations publiques | 6,3 | 6,6 | 6,4 | 69,9 | 67,4 | 68,7 | 4,40 | 4,42 | 4,42 |
| Autres services | 3,9 | 4,0 | 3,9 | 8,0 | 8 | 9,6 | 0,31 | 0,33 | 0,38 |
| Commerce | 17,1 | 17,2 | 17,1 | 12,6 | 14 | 12,7 | 2,15 | 2,33 | 2,17 |
| Finance, assurances, immobilier et location | 5,5 | 5,4 | 5,4 | 12,2 | 11,2 | 11,0 | 0,67 | 0,61 | 0,59 |
| Hébergement et services de restauration | 8,2 | 7,5 | 7,3 | 7,0 | 6,7 | 6,8 | 0,57 | 0,51 | 0,50 |
| Information, culture et loisirs | 4,8 | 4,4 | 4,3 | 32,1 | 29,0 | 29,5 | 1,53 | 1,28 | 1,26 |
| Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien | 3,0 | 3,3 | 3,4 | 9,3 | 10,8 | 10,5 | 0,27 | 0,36 | 0,35 |
| Services d'enseignement | 8,2 | 8,4 | 8,2 | 72,3 | 69,7 | 70,3 | 5,92 | 5,85 | 5,79 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 4,9 | 5,0 | 4,9 | 5,4 | 4,4 | 5,4 | 0,26 | 0,22 | 0,27 |
| Services publics | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 62,9 | 57,8 | 58,7 | 0,60 | 0,60 | 0,61 |
| Soins de santé et assistance sociale | 11,5 | 12,8 | 13,5 | 61,1 | 59,2 | 58,7 | 7,04 | 7,57 | 7,90 |
| Transport et entreposage | 5,9 | 5,2 | 5,1 | 46,2 | 41 | 41,6 | 2,72 | 2,10 | 2,14 |
| **Tertiaire privé** | **56,0** | **55,5** | **55,3** | **14,6** | **13,6** | **13,7** | **8,16** | **7,57** | **7,58** |
| **Tertiaire public** | **24,2** | **25,3** | **25,3** | **75,7** | **73,5** | **74,4** | **18,29** | **18,61** | **18,79** |
| **Ensemble** | **100** | **100** | **100** | **32,1** | **30,6** | **30,8** | **32,1** | **30,6** | **30,8** |

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB.

# ANNEXE 4

**Répartition des employés selon le secteur d'activité économique, Québec, Ontario, reste du Canada, 2001, 2009, 2010 (en milliers)**

| Secteurs d'activité | Québec | | | Ontario | | | Reste du Canada | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *2001* | *2009* | *2010* | *2001* | *2009* | *2010* | *2001* | *2009* | *2010* |
| **Secteur primaire** | **30,7** | **25,9** | **26,0** | **32,8** | **33,0** | **37,8** | **170,0** | **215,3** | **220,5** |
| Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz | 30,7 | 25,9 | 26,0 | 32,8 | 33,0 | 37,8 | 170,0 | 215,3 | 220,5 |
| **Secteur secondaire** | **696,6** | **657,8** | **653,6** | **1251,4** | **1020,6** | **1031,3** | **739,0** | **798,4** | **819,2** |
| Construction | 96,5 | 152,6 | 172,5 | 220,5 | 271,1 | 292,2 | 239,5 | 371,8 | 387,1 |
| Fabrication | 600,1 | 505,2 | 481,1 | 1030,9 | 749,5 | 739,1 | 499,5 | 426,6 | 432,1 |
| **Secteur tertiaire** | **2 229,2** | **2 576,1** | **2 663,9** | **3 720,8** | **4 399,0** | **4 488,6** | **3 673,1** | **4 281,4** | **4 317,5** |
| Administrations publiques | 215,4 | 224,4 | 238,8 | 282,6 | 358,8 | 372,5 | 288,4 | 347,0 | 345,0 |
| Autres services | 103,1 | 122,2 | 114,5 | 162,9 | 209,8 | 199,3 | 180,6 | 212,4 | 208,9 |
| Commerce | 475,0 | 560,4 | 573,9 | 806,6 | 876,4 | 900,6 | 783,6 | 912,7 | 916,8 |
| Finance, assurances, immobilier et location | 160,3 | 186,7 | 200,2 | 333,1 | 421,6 | 412,1 | 252,9 | 286,8 | 287,4 |
| Hébergement et services de restauration | 181,5 | 209,0 | 223,9 | 299,9 | 358,9 | 356,0 | 375,2 | 399,4 | 392,8 |
| Information, culture et loisirs | 132,1 | 142,8 | 148,4 | 257,4 | 264,7 | 266,9 | 218,7 | 233,2 | 229,2 |
| Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien | 83,8 | 105,3 | 106,3 | 180,6 | 208,1 | 220,3 | 135,2 | 176,8 | 179,7 |
| Services d'enseignement | 217,5 | 246,1 | 248,1 | 335,0 | 440,7 | 463,3 | 375,1 | 444,3 | 441,2 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 142,8 | 182,2 | 201,5 | 297,4 | 328,3 | 353,5 | 222,3 | 264,3 | 264,4 |
| Services publics | 28,9 | 35,3 | 33,2 | 50,0 | 56,4 | 58,7 | 43,7 | 55,2 | 55,9 |
| Soins de santé et assistance sociale | 345,0 | 417,3 | 434,6 | 487,7 | 619,1 | 636,8 | 527,9 | 676,6 | 721,1 |
| Transport et entreposage | 143,8 | 144,4 | 140,5 | 227,6 | 256,2 | 248,6 | 269,5 | 272,7 | 275,1 |
| **Tertiaire privé** | **1513,2** | **1779,1** | **1833,9** | **2734,5** | **3158,4** | **3196,1** | **2 566,1** | **2 941,2** | **2 964,3** |
| **Tertiaire public** | **716,0** | **797,0** | **830,0** | **986,3** | **1240,6** | **1292,5** | **1 107,0** | **1 340,2** | **1 353,2** |
| **Ensemble** | **2 956,5** | **3 259,8** | **3 343,5** | **5 005,0** | **5 452,6** | **5 557,7** | **4 582,1** | **5 295,1** | **5 357,2** |

1. Excluant le secteur agricole.
Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB.

# ANNEXE 5

**Répartition des employés bénéficiant d'une couverture syndicale selon le secteur d'activité économique, Québec, Ontario, reste du Canada, 2001, 2009, 2010 (en milliers)**

| Secteurs d'activité [1] | Québec | | | Ontario | | | Reste du Canada | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *2001* | *2009* | *2010* | *2001* | *2009* | *2010* | *2001* | *2009* | *2010* |
| **Secteur primaire** | **11,2** | **8,5** | **8,7** | **11,6** | **11,6** | **9,7** | **40,1** | **45,1** | **45,7** |
| Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz | 11,2 | 8,5 | 8,7 | 11,6 | 11,6 | 9,7 | 40,1 | 45,1 | 45,7 |
| **Secteur secondaire** | **293,9** | **275,3** | **278,6** | **372,5** | **234,7** | **235,8** | **220,8** | **186,9** | **189,8** |
| Construction | 52,4 | 88,2 | 98,9 | 69,0 | 82,7 | 89,6 | 66,2 | 77,5 | 84,2 |
| Fabrication | 241,5 | 187,1 | 179,7 | 303,5 | 152,0 | 146,2 | 154,6 | 109,4 | 105,6 |
| **Secteur tertiaire** | **903,6** | **1 020,5** | **1 035,1** | **1 023,0** | **1 269,7** | **1 312,8** | **1 212,1** | **1 386,1** | **1 412,6** |
| Administrations publiques | 167,6 | 176,0 | 192,9 | 193,6 | 262,1 | 273,7 | 201,5 | 234,0 | 236,9 |
| Autres services | 17,3 | 19,8 | 15,2 | 13,9 | 18,2 | 17,1 | 14,4 | 17,7 | 20,1 |
| Commerce | 94,4 | 110,1 | 107,7 | 106,7 | 115,6 | 117,3 | 98,5 | 123,3 | 116,1 |
| Finance, assurances, immobilier et location | 34,4 | 38,0 | 37,5 | 16,0 | 16,6 | 17,8 | 30,9 | 32,2 | 31,7 |
| Hébergement et services de restauration | 20,9 | 24,1 | 25,8 | 19,4 | 24,1 | 26,4 | 26,3 | 26,9 | 26,6 |
| Information, culture et loisirs | 43,7 | 44,3 | 47,7 | 55,8 | 60,5 | 59,2 | 70,1 | 67,7 | 67,7 |
| Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien | 23,9 | 31,0 | 27,7 | 21,3 | 28,5 | 36,0 | 12,6 | 19,1 | 18,8 |
| Services d'enseignement | 171,0 | 191,2 | 185,4 | 238,4 | 306,1 | 317,5 | 271,3 | 309,5 | 310,0 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 11,9 | 16,2 | 14,0 | 12,9 | 13,0 | 18,5 | 12,0 | 11,7 | 14,4 |
| Services publics | 23,1 | 26,9 | 25,0 | 35,4 | 38,4 | 42,8 | 27,5 | 31,9 | 32,8 |
| Soins de santé et assistance sociale | 224,6 | 269,3 | 285,3 | 221,6 | 288,9 | 285,3 | 322,4 | 400,8 | 423,0 |
| Transport et entreposage | 70,8 | 73,6 | 70,9 | 88,0 | 97,7 | 101,2 | 124,6 | 111,3 | 114,5 |
| **Tertiaire privé** | **321,5** | **365,6** | **351,4** | **331,9** | **396,1** | **399,6** | **373,9** | **400,7** | **405,9** |
| **Tertiaire public** | **582,1** | **654,9** | **683,7** | **691,1** | **873,6** | **913,2** | **838,2** | **985,4** | **1 006,7** |
| **Ensemble** | **1 208,7** | **1 304,3** | **1 322,4** | **1 407,1** | **1 516,0** | **1 558,3** | **1 473,0** | **1 618,1** | **1 648,1** |

1. Excluant le secteur agricole.
Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. nº 71F0004XVB.

# ANNEXE 6

**Nombre (en milliers) et proportion (%) d'employés selon les secteurs composant le tertiaire public et privé, Québec, Ontario, reste du Canada, 2010**

| Secteur d'activité | Québec | | | Ontario | | | Reste du Canada | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | privé | public | total | privé | public | total | privé | public | total |
| | Nombre d'employés (en milliers) | | | | | | | | |
| Administrations publiques | 0,0 | 238,8 | 238,8 | 0,0 | 372,5 | 372,5 | 0,0 | 345,0 | 345,0 |
| Autres services | 115 | 0,0 | 114,5 | 198,6 | 0,7 | 199,3 | 208,6 | 0,3 | 208,9 |
| Commerce | 566,5 | 7,4 | 573,9 | 893,5 | 7,1 | 900,6 | 910,6 | 6,2 | 916,8 |
| Finance, assurances, immobilier et location | 186,0 | 14,2 | 200,2 | 402,1 | 10,0 | 412,1 | 262,3 | 25,1 | 287,4 |
| Hébergement et services de restauration | 223,8 | 0,1 | 223,9 | 352,7 | 3,3 | 356,0 | 392,5 | 0,3 | 392,8 |
| Information, culture et loisirs | 119,6 | 28,8 | 148,4 | 216 | 51,3 | 266,9 | 189,3 | 39,9 | 229,2 |
| Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien | 104,1 | 2,2 | 106,3 | 217,7 | 2,6 | 220,3 | 178,0 | 1,7 | 179,7 |
| Services d'enseignement | 28,2 | 219,9 | 248,1 | 34,8 | 428,5 | 463,3 | 32,5 | 408,7 | 441,2 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 200,0 | 1,5 | 201,5 | 347,4 | 6,1 | 353,5 | 262,7 | 1,7 | 264,4 |
| Services publics | 1,7 | 31,5 | 33,2 | 10,8 | 47,9 | 58,7 | 9,6 | 46,3 | 55,9 |
| Soins de santé et assistance sociale | 186 | 248,2 | 434,6 | 337,4 | 299,4 | 636,8 | 303,6 | 417,5 | 721,1 |
| Transport et entreposage | 103,1 | 37,4 | 140,5 | 185,5 | 63,1 | 248,6 | 214,6 | 60,5 | 275,1 |
| **Ensemble** | **1 833,9** | **830,0** | **2 663,9** | **3 196,1** | **1 292,5** | **4 488,6** | **2 964,3** | **1 353,2** | **4 317,5** |
| | Proportion (%) du nombre d'employés | | | | | | | | |
| Administrations publiques | 0,0 | 28,8 | 9,0 | 0,0 | 28,8 | 8,3 | 0,0 | 25,5 | 8,0 |
| Autres services | 6,2 | 0,0 | 4,3 | 6,2 | 0,1 | 4,4 | 7,0 | 0,0 | 4,8 |
| Commerce | 30,9 | 0,9 | 21,5 | 28,0 | 0,5 | 20,1 | 30,7 | 0,5 | 21,2 |
| Finance, assurances, immobilier et location | 10,1 | 1,7 | 7,5 | 12,6 | 0,8 | 9,2 | 8,8 | 1,9 | 6,7 |
| Hébergement et services de restauration | 12,2 | 0,0 | 8,4 | 11,0 | 0,3 | 7,9 | 13,2 | 0,0 | 9,1 |
| Information, culture et loisirs | 6,5 | 3,5 | 5,6 | 6,7 | 4,0 | 5,9 | 6,4 | 2,9 | 5,3 |
| Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien | 5,7 | 0,3 | 4,0 | 6,8 | 0,2 | 4,9 | 6,0 | 0,1 | 4,2 |
| Services d'enseignement | 1,5 | 26,5 | 9,3 | 1,1 | 33,2 | 10,3 | 1,1 | 30,2 | 10,2 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 10,9 | 0,2 | 7,6 | 10,9 | 0,5 | 7,9 | 8,9 | 0,1 | 6,1 |
| Services publics | 0,1 | 3,8 | 1,2 | 0,3 | 3,7 | 1,3 | 0,3 | 3,4 | 1,3 |
| Soins de santé et assistance sociale | 10,2 | 29,9 | 16,3 | 10,6 | 23,2 | 14,2 | 10,2 | 30,9 | 16,7 |
| Transport et entreposage | 5,6 | 4,5 | 5,3 | 5,8 | 4,9 | 5,5 | 7,2 | 4,5 | 6,4 |
| **Ensemble** | **100** | **100** | **100** | **100** | **100** | **100** | **100** | **100** | **100** |

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB.
Les données ont été ajustées de façon à ce que la répartition par secteur privé et public concorde avec les totaux de chacun des douze secteurs d'activité figurant dans ce tableau.